



« **Explication ou dénonciation : à quoi sert la critique radicale des media ?** » : tel était le titre de l'émission « Le Premier pouvoir », diffusée sur France Culture, le 6 novembre 2004.

Nous avons tenu à répondre par une transcription intégrale réalisée par Benoît, Christiane Restier-Melleray, Arnaud Rindel à partir de la version sonore disponible sur le site de France Culture : http://www.radiofrance.fr/chaines/France-culture2/emissions/1erpouvoir/fiche.php?diffusion_id=26105

Cette émission, qui prétendait s'interroger sur la « critique radicale des médias » (mais entendait, en vérité, la récuser... radicalement) nous paraît en effet exemplaire pour tous ceux qui refusent de non de débattre dans les médias, comme on ne cesse de le répéter, mais de «débattre» aux conditions *imposées* par les animateurs multicartes qui contrôlent l'accès à l'espace médiatique dominant.

La transcription, gracieusement offerte par Acrimed, est aussi précise et rigoureuse que possible. Elle nous a posé un problème, classique en sociologie : comment être aussi fidèle que nécessaire aux propos tenus, mais aussi aux intonations, sans reproduire les hésitations et les à peu près, plus ou moins confus, inhérents à l'expression orale ? Nous avons, de façon générale, opté pour la sobriété. En guise de commentaires, nous proposons seulement des informations complémentaires, placées en note. Les intertitres, strictement descriptifs, sont de notre fait.

Acrimed

(revu le 12 novembre 2004)

Le Premier pouvoir (France Culture, 8h10-9h)

Transcription intégrale de la dixième émission (6 novembre 2004) :

« Explication ou dénonciation : à quoi sert la critique radicale des media ? »

Emission présentée par : Elisabeth Lévy, en compagnie de Gilles Casanova.

Invité : Bernard Cassen

« Chroniqueurs » : Philippe Val et Philippe Cohen.

Avec des interventions téléphoniques pré-enregistrées de Laurent Joffrin et des documents sonores extraits de « Pas Vu Pas pris », de Pierre Carles et d'une émission de Daniel Mermet, interrogeant Pierre Marcelle, de *Libération*.

[Générique et présentation]

Elisabeth Lévy :

Le Premier pouvoir...

Gilles Casanova :

... une émission d'Elisabeth Lévy¹.

Elisabeth Lévy [sur fond musical, elle lit la présentation de l'émission] :

Ils sont les impitoyables procureurs des médias, les adversaires déclarés de ce qu'ils appellent "l'ordre médiatique existant". Traquant sans relâche connivences et dépendances, recensant sans indulgence bévues et dérapages, dénonçant sans nuances les "chiens de garde de l'ordre médiatique", ils affirment défendre contre toutes les censures une information livrée en bloc aux forces obscures de l'argent et des idées dominantes.

Ils parlent des médias, mais refusent, par principe, de parler aux médias. Les auteurs de

¹ Lors des émissions précédentes, on entendait Elisabeth Lévy elle-même annoncer « une émission d'Elisabeth Lévy ». Cette tâche semble désormais confiée à Gilles Casanova.

cette critique qualifiée de radicale ne s'expriment que dans leur propre réseau.

Une fois n'est pas coutume, cet après-midi, ils joindront pourtant leurs forces à celles des nombreuses associations, partis et syndicats qui ont appelé "tous les cerveaux non disponibles" à manifester devant le ministère de la Culture pour une information libre, de qualité et pluraliste.

Reste à savoir si cette critique militante qui s'estime la seule authentique est l'indispensable poil à gratter d'une corporation peu versée dans l'autocritique ou si elle finit par légitimer en actes ce qu'elle prétend combattre.

Nous en parlerons avec Bernard Cassen, directeur du *Monde diplomatique* et ancien président d'Attac². Nous avons également interrogé Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* qui est fréquemment la cible des attaques de nos justiciers.

Pour en parler, trois cerveaux non disponibles. Philippe Val, directeur de *Charlie Hebdo*. Vous publiez ces jours-ci un recueil de vos chroniques, *Bon baisers de Ben Laden*, aux éditions du Cherche Midi.

Philippe Val :
Bonjour !

Elisabeth Lévy :
Philippe Cohen, vous êtes journaliste à *Marianne* et l'auteur de *La Face cachée du Monde*, ainsi que d'une biographie à paraître de BHL, qui est très attendue.

Philippe Cohen :
Bonjour !

Elisabeth Lévy :
Et enfin Gilles Casanova que les auditeurs connaissent bien !

Gilles Casanova :
Bonjour !

Elisabeth Lévy :
Bonjour Bernard Cassen.

Bernard Cassen :
Bonjour !

[La « mouvance », l'OFM et la manifestation]

Elisabeth Lévy :
Bienvenue.. Alors je ne sais pas si vous diriez proche de cette mouvance, au sein de laquelle on n'aime pas beaucoup mettre des visages ou des noms en avant — est-ce que c'est par peur de la personnalisation ou par goût du secret ? —, on pourrait dire, en tout cas, que ses membres sont les enfants légitimes de Pierre Bourdieu et du *Monde diplomatique*, non ?

Bernard Cassen :
Je ne sais pas à quelle mouvance vous faites allusion, mais si vous... — vous avez annoncé cette manifestation qui a lieu cet après-midi à 14h30 rue de Valois devant le ministère de la Culture — mais si vous avez lu le tract d'appel, vous avez constaté que les organisations qui l'appuient sont très diverses, et comprennent notamment deux syndicats de journalistes, le SNJ, le SNJ-CGT, des associations de journalistes étrangers - la Fédération Internationale des Journalistes, la Fédération européenne des journalistes - donc...

Elisabeth Lévy :
C'est vrai ! Nous avons... Non, non, nous avons lu tout à fait cette... liste.

² Bernard Cassen n'est plus présenté comme il l'a été les jours précédents sur le site de l'émission comme le « créateur de l'Observatoire français des médias ».

Bernard Cassen :

Oui mais il faut le dire ! Il faut le dire parce que vous donnez l'impression qu'il s'agirait d'une conspiration ourdie à partir de quelques chefs d'orchestre clandestins alors qu'il s'agit d'un mouvement extrêmement général qui s'appuie sur des forces syndicales, des forces associatives et des individus.

Eliusbeth Lévy :

Non, non, mais d'ailleurs je le dis : effectivement, il y a aussi bien le Syndicat National des Journalistes que l'association des Amis du *Monde diplomatique* ; il y a ATTAC...

Bernard Cassen :

Bien sûr !

Elisabeth Lévy :

... le *Rassemblement des Auditeurs Contre la Casse de France Culture*, une publication qui s'appelle *PLPL* dont nous reparlerons, *Les Pieds dans le PAF* ; aussi une personnalité comme Noam Chomsky. Et il y a le soutien de la Ligue Communiste Révolutionnaire, du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des Verts. Mais quand même, quand on lit la liste des organisations participantes, on a l'impression qu'y figure un peu le *Who's Who* de cette critique radicale, non ?³

Bernard Cassen :

Non... non... Il y a des organisations, effectivement, qui se livrent à une critique radicale des médias — qui est bien nécessaire, notamment sur cette antenne — mais non... je ne vous suis pas ! C'est un mouvement extrêmement large, pluraliste, et nullement quelque chose de clandestin ou de... Vous avez parlé de "forces obscures", etc. : non ! Tout ça est parfaitement transparent. Et, d'ailleurs, puisque c'est l'Observatoire Français des Médias qui a organisé cette manifestation qui est appuyée par toutes les organisations dont nous venons de parler, je vous invite : vous allez sur le site de l'observatoire (observatoire, tiret, médias avec un « s », point, info⁴). Vous verrez que tout est transparent.

Elisabeth Lévy :

Et peut-être pouvez-vous nous dire un mot de cet observatoire ?

Bernard Cassen :

Eh bien, l'Observatoire c'est une structure, une association qui comprend des représentants des "professionnels de l'information" — que ce soit des journalistes ou des syndicats ou des associations de journalistes —, qui comprend des chercheurs — des universitaires spécialisés

³ Rappel de la liste des forces appelant à la manifestation : 100% Altermondialistes - AC ! (Agir contre le chômage) Ile-de-France - Action consommation - Action pour le Contrat Mondial de l'Eau - Action Critique Médias (ACRIMED) (OFM) - AG 45 (La Maison des Médias Libres) - Altermonde - Les Amis du Monde diplomatique (OFM) - Askadémie - Association Altern - Association Blue Meridien - Association des cinéastes documentaristes (ADDOC) - Association Faire le jour - Association des femmes journalistes (OFM) - Association des journalistes pour la nature et l'écologie (OFM) - Association Raisons d'Agir - Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac) (OFM) - Casseurs de pub - CCAPT (Collectif contre les abus d'us aux psycho-technologies) - Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) - Collectif des Auteurs-Réalisateurs pour la Défense des Oeuvres (CARDIO) - Co-errances - Confédération Nationale des Radios Libres - Coordination des intermittents et des précaires Ile-de-France - Les Etats Généraux de la Culture - Editions Surréaliste - Fédération CGT de l'Education, de la Recherche et de la Culture (FERC CGT) - Fédération CGT des syndicats des travailleurs des industries du livre (FILPAC CGT) - Fédération Européenne des journalistes (FEJ) - Fédération des finances - CGT - Fédération Internationale des journalistes (FIJ) - Fédération Nationale des Vidéos de Pays et de Quartiers (FNVDPQ) (OFM) - Fédération des syndicats CGT du spectacle (CGT FNSAC) - Forum des réseaux citoyens de St-Etienne - Groupe Reflex(e) - National Union of Journalists of the UK and Ireland - Noam Chomsky - L'Observatoire des Mouvements de la Société (O.M.O.S.) - Ondes sans frontières - Les Pénélopes (OFM) - Les Pieds dans le Paf (OFM) - Pour Lire Pas Lu (PLPL) - Publiphobe - Le Rassemblement des auditeurs contre la casse de France Culture - Réseau des écoles de citoyens (RECIT) - Résistance à l'Agression Publicitaire (RAP) - Revue Cassandre - Rassemblement pour une Humanité Equitable dans l'Avenir (RHEA) - Riv'Nord - SUD AFP - La société civile des auteurs multimedia (SCAM) - SUD Culture - SUD Education - SUD France 3 - SUD Spectacle - Le Syndicat Français des Réalisateurs - CGT (SFR-CGT) - Le Syndicat National des Journalistes (SNJ) (OFM) - Le Syndicat National des Journalistes - CGT (SNJ-CGT) (OFM) - Le Syndicat National du Trésor - CGT - Télébocal - TV Bruits - Union des Familles Laïques (UFAL) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union Syndicale G10 Solidaires - Voir & Agir - Zalea TV - Znet.

⁴ <http://www.observatoire-medias.info/>

dans la communication — et qui comprend aussi des usagers des médias, c'est-à-dire des gens comme vous et moi, soit à titre personnel soit à titre d'organisation.

[Le « journalisme de marché » et la propriété des médias]

Elisabeth Lévy :

Alors, justement, pour vous, Bernard Cassen – je vais m'adresser à vous comme *l'un* des organisateurs, je pense, de cette manifestation —, la concentration de la propriété des médias fait peser une grave menace sur le pluralisme. Et alors, de fait, je crois qu'on pourra tous tomber d'accord sur une chose : nous sommes contemporains d'une évolution qui est assez paradoxale. Jamais nous n'avons eu autant de médias, de moyens d'information à notre disposition, et jamais nous n'avons eu un tel sentiment d'uniformité. A tort ou à raison, on a vraiment l'impression — le public a l'impression — que tout le monde dit très souvent la même chose. Alors, c'est particulièrement vrai dans l'audiovisuel, on l'a déjà vu ici, par exemple quand nous avons traité le traitement du rapport Thélot sur l'école, ou encore le traitement de la prise d'otage en Ossétie. Mais, ce qui ressort du texte de l'appel, en tous les cas quand on le lit — et c'est en cela qu'il me semble assez fortement inspiré par le courant radical au sein de l'ensemble des organisations qui ont appelé à manifester — c'est que tout le mal vient du capital⁵. Alors, nous avons posé la question — avant d'ouvrir la discussion entre nous — à Laurent Joffrin, qui est donc directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur* ; et, lui, il pense exactement l'inverse.

[Intervention de Laurent Joffrin (pré-enregistrée)]

Laurent Joffrin :

La critique *radicale* des médias utilise une formule qui revient tout le temps, qui est la formule : "c'est le journalisme de marché". On dénonce "le journalisme de marché". Halimi fait ça. Ce site de critique qui s'appelle Acrimed fait ça aussi. Enfin bon, c'est une formule ! Je voudrais rappeler quand même que, historiquement, le journalisme est toujours de marché. Un journalisme qui n'est pas "de marché", c'est un journalisme qui est un journalisme d'Etat. Et quand l'Etat contrôle la presse, ça ne va pas !

Et je voudrais aussi rappeler que, historiquement, la liberté de la presse, le combat pour la liberté de la presse a été mené par des *libéraux*. Pas par des... pas par Robespierre ! Il a été mené par Benjamin Constant, par Alexis de Tocqueville, qui sont des gens *libéraux*, dont je ne partagerais pas forcément les idées aujourd'hui mais... c'était un mouvement — la liberté de la presse — qui était lié, sociologiquement, à la montée en puissance des classes moyennes et de la bourgeoisie. Premier point. Et deuxième point, à l'idée des Lumières. Et, donc, l'idée des Lumières ça consiste à dire qu'il faut que l'économie fonctionne sur le principe de la propriété privée sans trop d'entraves et, deuxièmement, que la liberté de penser soit garantie par des lois — notamment par la Déclaration des Droits de l'Homme. Donc libéralisme et journalisme sont intimement liés ; ça c'est vrai ! Mais pour le bien ! Pour le bien ! Alors, évidemment, après on dira : il y a les excès de l'économie de marché, il y a les excès du capitalisme, il y a les excès du libéralisme. Ça c'est autre chose. Mais au cœur des choses, si les journaux sont libres, ce sont des entreprises.

⁵ Rappel des principaux passages de l'appel à manifester : « Appel à tous les « CERVEAUX NON DISPONIBLES » - **Pour dénoncer** : la concentration des principaux médias - presse, maisons d'édition, distribution et diffusion, chaînes de télévision, radios - aux mains d'un petit nombre de groupes industriels qui, en connivence avec le pouvoir politique, met en danger les libertés publiques ; les grands groupes qui vivent souvent des commandes de l'Etat (ventes d'armes, BTP), alors qu'ils défendent une vision ultralibérale de l'économie, de la culture et des rapports sociaux ; l'information et l'édition devenues des "centres de profit", des moyens de diffuser publicité ou propagande au service des marques et des gouvernements ; les journaux télévisés, les "Unes" racoleuses - y compris dans les journaux de référence, les livres et les émissions de divertissement livrées aux publicitaires. [...] **Pour exiger** : que le service public audiovisuel, doté de moyens suffisants, devienne un espace au service du public et de la création, pas des annonceurs ; que les citoyens s'approprient démocratiquement TF1, vendue en 1987 pour prétendument servir un "mieux-disant culturel", et qui, usurpant un canal hertzien et plusieurs chaînes câblées - dont LCI, transformée en agence de lobbying de Bouygues - ne fait que "vendre du temps de cerveau disponible" aux annonceurs ; que cessent les discriminations contre les médias libres et indépendants oeuvrant pour la liberté d'expression et la justice sociale, et contre les manipulations de l'information. Que les pouvoirs publics appuient financièrement leur création et leur développement ; que les journalistes, créateurs et salariés des médias, disposent du droit réel et garanti d'exercer dignement leur métier.

Elisabeth Lévy :

Bernard Cassen, ça vous fait bondir ?

Bernard Cassen :

Non, ça ne me fait pas bondir. Ça me fait douter de la réflexion de Laurent Joffrin parce qu'il n'a pas compris ce que voulait dire "journaliste de marché". Bien entendu que la presse, les médias, sont sur un marché ! Ils ont des lecteurs ou des auditeurs, mais par "journaliste de marché", je pense qu'on veut dire : des journalistes qui défendent *uniquement* les valeurs du marché. Et pour ça, il n'y a pas beaucoup à se casser la tête ; il suffit d'écouter tous les matins les chaînes de radio pour voir à quel point il y a un discours absolument *unique* sur le marché. Les éditos économiques et financiers qui précèdent les journaux d'information ! Et, d'ailleurs, ce n'est pas un hasard : on nous donne l'impression — lorsqu'on nous parle du Nikkei, du Dow Jones, etc., choses que personne ne comprend d'ailleurs, et qui précèdent les annonces, "Chirac à New York" ou "Arafat etc." — que c'est quelque chose qui..., que c'est là que ça se passe ! Et les véritables personnes intéressées par les cours du Nikkei, ou le Dow Jones, ou le CAC 40, n'écoutent pas les radios périphériques, ou France Inter, pour ça. Elles ont d'autres moyens d'information. Donc il s'agit de donner l'impression à l'auditeur que c'est là que ça se passe, que c'est très sérieux, que c'est très important. Puis, après, on passe aux choses moins importantes.

Elisabeth Lévy :

Mais, donc vous, vous pensez que les chaînes de service public pratiquent également ce journalisme de marché ! Donc ça n'a pas grand-chose à voir avec la propriété du capital !

Bernard Cassen :

Attendez. Laurent Joffrin a parlé de l'alliance intime entre liberté de la presse et libéralisme. Mais si vous considérez les grands marchands d'armes — Lagardère, Dassault — sont des chantres de libéralisme — ou Bouygues, le BTP — alors qu'il s'agit d'entreprises ultra-concentrées, qui possèdent 70 ou 80 % des médias français, ça n'a strictement rien à voir avec le libéralisme économique classique. Il s'agit de situations de quasi-monopole ou de duopole qui, effectivement, enferment l'information dans un carcan. Essayez donc d'aller parler de Bouygues sur TF1, vous m'en direz des nouvelles !

Elisabeth Lévy :

Philippe Val ?

Philippe Val :

Ce que dit Bernard Cassen est très juste. Ça mérite sans doute quelques nuances, mais le fait est qu'il y a un monopole des industriels — très peu d'ailleurs — qui possède les moyens d'information en France et qui pose un énorme problème à la démocratie. *Mais* là où je ne suis pas tout à fait d'accord, c'est que, d'une part, déjà, il y a des... marges par lesquelles on peut faire passer pas mal de choses — on n'est pas sous une dictature — mais on ne se bat pas contre cette pensée unique, au fond, que dénonce Bernard Cassen, avec une *autre* pensée unique.

Elisabeth Lévy :

Ça va être l'objet de notre débat, mais quand même, Bernard Cassen, vous nous dites : on n'est pas dans le vrai libéralisme ; mais, dans cet appel, moi, je lis qu'on appelle au financement par l'Etat de médias libres et indépendants. Alors, dans l'histoire, il n'y a pas beaucoup d'exemples de médias qui soient restés très longtemps libres et indépendants quand ils étaient des médias d'Etat⁶.

Bernard Cassen :

Oui... il ne s'agit pas de médias d'Etat là. Je suis désolé, vous avez mal interprété ce qui est dit là. Vous savez très bien qu'en France il y a eu des aides massives de l'Etat à la presse. Il

⁶ France Culture est-elle une radio d'Etat ? Elle fait du moins partie du secteur public.

y a même des aides de l'Etat aux quotidiens à faible diffusion ; y compris à des quotidiens d'extrême droite. Donc ceci est fait de manière transparente, sans critères, et je dirais même que les aides de l'Etat vont trop souvent, par ces mécanismes mécaniques, à des médias qui n'en ont nul besoin. Donc, c'est tout à fait normal — dès lors que l'on pense qu'il y a un droit à l'information et un droit d'informer — que les pouvoirs publics (ce n'est pas l'Etat nécessairement) garantissent ce droit par le prix du papier, les tarifs postaux ; il y a toutes sortes de... et Philippe Val le sait très bien... il en bénéficie comme tout le monde et comme tous les journaux... C'est de ça qu'on parle !

Elisabeth Lévy :

Apparemment, ça ne règle pas le problème que vous évoquiez.

Bernard Cassen :

Non, mais vous avez bien vu qu'il y a un vrai problème de la presse d'information en général, des quotidiens d'information nationale, qui sont tous dans le rouge, et qui auront besoin de formes ou d'autres d'appuis publics pour continuer à exister si l'on pense que c'est une nécessité.

Elisabeth Lévy :

Philippe Cohen ?

Philippe Cohen :

Oui. Enfin on pourrait citer aussi des médias disons "étatiques" dans d'autres pays que la France, comme la BBC, dont on ne sache pas qu'ils soient complètement devenus dépendants des autorités anglaises. Non, moi je voudrais revenir sur ce qui a été dit sur cet appel... Dans l'appel tel que je le lis là, à la manifestation de cet après-midi, il n'y a pas de mise en cause, si vous voulez, aussi radicale de la propriété des médias. Je voudrais dire simplement que, au fond, par exemple, l'un des grands points qui est mis en avant c'est : les grands groupes vivent souvent des commandes de l'Etat alors qu'ils défendent une vision effectivement ultralibérale de l'économie, de la culture et des rapports sociaux. C'est ce que les anglo-saxons appelleraient un dysfonctionnement *grave*. Parce qu'on est là, en la matière, dans du conflit d'intérêts pur, dans la plus pure tradition libérale... Or, si vous voulez, lorsque Lionel Jospin est arrivé au gouvernement, en 1997, Catherine Trautmann avait développé un projet de loi pour, justement, dire : "Ecoutez il n'est pas possible qu'une entreprise vivant des commandes de l'Etat, possède des grandes télévisions. Etc." Bon... ce projet de loi a été enterré. On aimerait savoir pourquoi, et on aimerait savoir pourquoi, aujourd'hui, ce qui, dans d'autres pays que la France serait considéré comme un pur conflit d'intérêts, si vous voulez, ici, eh bien, on considère que non : c'est normal que on puisse à la fois d'un côté vivre des commandes de l'Etat, que ce soit dans l'armement, ou que ça soit dans les travaux publics ou que ça soit dans différents secteurs, et à la fois posséder les principaux moyens d'information du pays ! Ce qui, si vous voulez, on l'a observé pratiquement, a provoqué un certain nombre de *deals*.

Elisabeth Lévy :

Mais, par exemple, quand vous lisez le magazine *Elle*, est-ce que vous avez l'impression que le fait qu'il soit possédé par un marchand d'armes — Arnaud Lagardère en l'occurrence — influe particulièrement sur le contenu de *Elle* ?

Philippe Cohen :

Non, mais lorsqu'on voit un gouvernement passer une commande publique à tel ou tel groupe qui possède nombre de quotidiens régionaux six mois ou un an avant une échéance électorale, on peut se dire qu'il y a peut-être une petite relation ; et c'est arrivé plusieurs fois dans le passé en tout cas !

[Les médias, la mondialisation libérale et le mouvement altermondialiste]

Elisabeth Lévy :

On a quand même le sentiment, si vous voulez, qu'on a affaire à un monde comme ça un peu diabolique, dans lequel tous les médias seraient un peu les valets du capital. Alors, je

vous lis, par exemple, ce qu'écrit Henri Maler — l'un des responsables d'Acrimed — dans une intervention qu'il a faite au Forum social européen en 2003 : il parlait donc des médias « *concentrés et marchandisés* » et il disait : ce sont des « *acteurs de la mondialisation libérale* »,...et donc ces médias en sont aussi les « *propagandistes* », et ils sont les « *adversaires du mouvement altermondialiste qu'ils n'ont de cesse de maltraiter* »⁷.

Alors, d'abord, est-ce qu'on a le droit de ne pas être un fervent admirateur de l'altermondialisme sans être taxé immédiatement de propagandiste de la mondialisation libérale ? Est-ce que c'est possible, est ce que là il n'y a pas, quand même, une sorte de glissement permanent, d'accusation un peu globale ?

Bernard Cassen :

Ecoutez... vous pratiquez un exercice qui m'étonne un petit peu. Vous prenez trois lignes d'une citation d'Henri Maler et puis vous en déduisez beaucoup de choses. Je crois qu'il saute aux yeux de tout le monde que les grands médias possédés par les grands groupes ne sont évidemment pas des propagandistes des idées de... — parce que l'altermondialisme, je ne sais pas très bien ce que c'est — des idées, en tout cas, qui sont défendues par cette immense nébuleuse hétérogène, hétéroclite, que l'on appelle le mouvement altermondialiste. C'est une évidence que ces groupes-là ne vont absolument pas défendre les thèses que nous défendons. Euh... Je combats...

Et quant à Maler, si vous avez des questions, vous lui posez, mais, moi, ce qu'il dit là me paraît *parfaitement* exact et validé chaque jour !

Elisabeth Lévy :

Ecoutez franchement je trouve que c'est un peu exagéré de dire que tous les médias...

Bernard Cassen :

Mais, il ne dit pas "tous"...

Elisabeth Lévy :

... ont attaqué...

Bernard Cassen :

Il ne dit pas tous les médias ! Il... [Interrompu par Elisabeth Lévy :]

Elisabeth Lévy :

...ont attaqué... Les *grands médias* ont attaqué tous azimuts le mouvement altermondialiste ! Ça n'est pas tout à fait juste, ça n'est pas la musique... [Interrompue par Philippe Val :]

Philippe Val :

Les grands médias ont fait de José Bové une vedette !

Elisabeth Lévy :

Oui, absolument ! Gilles Casanova...

Gilles Casanova :

Oui, il y a en fait deux éléments qu'il ne faut pas superposer. On a d'un côté un courant qui, en France, avec des professionnels de la presse, avec des consommateurs de la presse, avec des universitaires, avec des chercheurs, s'opposent à une réduction *drastique* du pluralisme dans la communication telle qu'on la reçoit : il n'y a jamais eu autant de titres et il n'y a jamais eu aussi peu de propriétaires de médias. Et puis il y a, de l'autre côté, ce qui dans un second temps va nous intéresser, c'est-à-dire cette critique radicale qui, elle, va au-delà. Cette critique radicale qui dit : "non seulement cela c'est la preuve de quelque chose" ; mais

⁷ L'intégralité de l'intervention d'Henri Maler au Forum Social Européen de Paris Saint-Denis - « D'autres médias pour un autre monde » - est disponible sur le site d'Acrimed : <http://www.acrimed.org/article1363.html> La phrase exacte était : « *Acteurs de la mondialisation libérale, ces médias en sont aussi les propagandistes. Adversaires du mouvement altermondialiste, ils n'ont de cesse de le maltraiter.* » Soit un simple constat et une citation de 140 caractères sur les 6708 caractères (espaces non compris) que comprend le corps de texte (à l'exclusion du titre, chapô et signature). Elisabeth Lévy a donc cité 2 % de l'intervention. Leur formulation reprend celles du 4 pages de « Lignes d'Attac » qu'Attac venait de diffuser : un résumé du document élaboré collectivement par le Groupe médias d'Attac et disponible également sur le site d'Acrimed : <http://www.acrimed.org/article1066.html>

elle dit : "voilà comment sont ces mécanismes et voilà ce qu'il faut faire pour les contrer". Et, par exemple, si on prend le cas de l'altermondialisme, il y a face au mouvement de mondialisation plusieurs critiques qui apparaissent, d'un côté une alter-mondialisation — c'est-à-dire une autre mondialisation — et d'autres courants plus portés sur le poids des Etats ; et insister sur l'intérêt du poids des Etats. On note par exemple que les médias ont largement informé sur les actions de ce courant altermondialiste, par exemple. Bien sûr, pas forcément pour le soutenir... En même temps, ce n'est pas à proprement parler le rôle de grands médias de soutenir tel ou tel courant à tel ou tel moment même si, vous l'avez indiqué, en donnant le CAC 40 tous les matins, c'est une forme de soutien, effectivement, à une certaine vision du monde.

[A propos du film de Pierre Carles, « Pas vu pas pris »]

Elisabeth Lévy :

Alors je voudrais justement — non pas pour faire un cours d'histoire mais simplement parce que je crois que ça a constitué un moment fort dans la constitution de cette mouvance — qu'on revienne un petit peu sur le film de Pierre Carles qui s'appelait *Pas Vu Pas Pris*, et dont la première mouture a été réalisée, je crois, en 94. Gilles Casanova, vous avez visionné ce film.

Gilles Casanova :

Oui. Quand on le voit avec la distance, on se rend compte que ce qui fut pendant l'été 98 un grand scandale où on a eu le sentiment comme téléspectateur ou comme auditeur qu'on nous cachait des choses, puisque Canal + producteur du film a interdit sa diffusion à la radio — quand France Inter a voulu le diffuser ils s'y sont opposés —, a interdit sa diffusion à la télévision — non seulement n'a pas voulu le programmer mais a interdit à d'autres chaînes de le programmer et finalement, un jour, ça a été programmé par la télévision belge — ; et puis c'est sorti finalement en salle à travers un film d'une heure trente. Et on s'est rendu compte là que la montagne avait un peu accouché d'une souris puisque, on va l'entendre là. L'argument du film : une discussion entre François Léotard et Etienne Mougeotte avant une interview de François Léotard au journal de TF1. C'est une discussion qui a été attrapée sur un réseau satellite qui servait à transmettre les données, un peu avant l'émission qui allait avoir lieu. Ils sont de dos, ils se parlent, ils se sont connus à Sciences-Po vingt-cinq ou trente ans plus tôt... Et ils parlent, des discussions qui n'ont pas beaucoup de sens en elles-mêmes, mais qui nous disent une chose... et une chose qui sera aussi un objet de discussion éventuellement : élevés dans les mêmes milieux, fréquentant les mêmes écoles, ceux qui se trouvent à la tête des médias, ceux qui se trouvent à la tête de l'Etat, ceux qui se trouvent à la tête de l'économie, ou parfois de l'université, sont souvent issus des mêmes groupes et se connaissent, se tutoient, sont des familiers les uns des autres. Et, dans ce cas, l'indépendance est-elle en jeu ?

Et à partir de là, le film tourne à autre chose. On va voir des grands journalistes français avec une lettre signée Canal +, on appâte en leur proposant un débat sur les rapports entre la presse écrite et la télévision puis, au milieu de l'interview, on commence à tourner effectivement quand on leur montre cet entretien en disant "Qu'en pensez-vous ?". La plupart disent qu'ils sont très gênés parce qu'ils ont l'impression de paroles volées, d'un bout de choses qui n'a pas grand intérêt et... on en conclut que, s'ils disent que c'est paroles volées, c'est qu'il y a un complot généralisé contre la liberté⁸. Alors voilà ces paroles volées.

[Extraits de *Pas vu pas pris*]

Léotard : (...) oui, ce serait une liste de chefs d'entreprise, plus ou moins, si j'ai bien compris. Lui-même l'a laissé entendre, il m'a pas dit de noms. Et je lui ai posé la question mais...

Mougeotte : Y a un des adjoints, Arnaud, il y a le docteur Arnaud...

Léotard : Y a le docteur Arnaud, ouais. Il ferait une liste RPR, alors ?

Mougeotte : Je sais pas. Moi, j'ai dîné avec lui, l'autre soir. Il avait surtout l'air décidé à y aller.

Léotard : Oui, oui...

⁸ Le passage du film où Pierre Carles évoque un « complot généralisé » n'a pas été diffusé. Et pour cause...

Mougeotte : Et puis alors y a Waechter...

Léotard : Oui...

Mougeotte : c'est folklorique.

Léotard : ça...

[Coupe non signalée par Gilles Casanova ou Elisabeth Lévy⁹]

Léotard : [...] Comment marche LCI, alors ?

Mougeotte : Très bien !

Léotard : Bien ?

Mougeotte : Très bien. Alors notre problème, maintenant, c'est qu'on a 700 000 foyers, euh... télé câblées. On a...

Léotard : Parce que moi, je prends mon exemple, moi je suis sur satellite, je l'ai pas actuellement.

Mougeotte : Tu es sur Télécom 2B ?

Léotard : Je sais pas lequel, je crois, je sais plus lequel.

Mougeotte : Quand même. Tu devrais l'avoir.

[Coupe non signalée de la fin¹⁰]

[Fin de l'extrait.]

Elisabeth Lévy :

Quand même, pendant tout l'été 98, il y a eu une sorte un peu de saga où on a vraiment eu l'impression qu'il y avait un complot des puissants qui se protégeaient les uns les autres sur le thème "on nous cache tout". D'ailleurs, Philippe Val, vous avez pris votre part dans cette saga puisque *Charlie Hebdo* avait lancé une sorte d'appel, ou d'association qui s'appelait "Pour voir *Pas vu*". Il a ensuite été, d'ailleurs, distribué en salle.

Philippe Val :

Oui, effectivement. Je n'ai pas compris toujours grand-chose à ce film, mais comme il était censuré, ma foi, on l'a aidé à sortir. D'un pur point de vue humain et sentimental, mal nous

⁹ [...] Mougeotte : Non mais effectivement, c'est Corbillard [orthographe incertaine] qui...

Léotard : Oui. Alors lui, il s'agit beaucoup. Moi je l'aime bien, c'est un copain, on court ensemble, etc. Mais j'ai du mal à savoir quelles sont ses chances.

Mougeotte : C'est très compliqué...

Léotard : Oui, oh oui !

Mougeotte : Brucet [orthographe incertaine] laisse quand même le vide derrière lui...

Léotard : Ouais, oh ouais. Et puis c'est vrai qu'il est pas bon.

Mougeotte (acquiesçant) : Et puis il est pas bon. Les finances sont dans un état épouvantable... Moi j'ai pas assez de temps pour...

Léotard : C'est vraiment un *full-time job*. Faut vraiment être là tout le temps.

Mougeotte : pour faire ça sérieusement. Et moi, là, je peux pas. En plus on a... C'est vrai qu'on continue dans notre développement. Derrière LCI, on a quand même l'idée de faire probablement une sorte de bouquet satellite.

Léotard : Ouais.

Mougeotte : Donc bon. TF1 est très prenant.

Léotard : Ouais. Comment marche LCI, alors ? [...]

¹⁰ [...] Léotard : Ouais. Faut que je regarde...

Mougeotte : A mon avis, tu es sur Télécom 2B. Tu devrais l'avoir.

Léotard : Oui, je devrais l'avoir ?

Mougeotte : Faut que tu demandes à ton...

Léotard : Faut que je regarde à mon...

Mougeotte : Faut que tu demandes à ton installateur.... [Court silence] Non, notre seule inquiétude, là, c'est la révision du cahier des charges du service public.

Léotard : Ouais.

Mougeotte : Parce que tous les prétextes sont bons pour essayer de...

Léotard : Ouais, ouais, ouais, bien sûr.

Mougeotte : ...tirer sur la pub sur l'antenne...

Léotard : Ouais. J'ai eu Patrick au téléphone. Il m'a dit ça...

Mougeotte : Il t'a dit ?

Léotard : Ouais, ouais.

Mougeotte : Parce que c'est simple, y a 150 à 200 millions, enfin disons 150 millions, qui...

Léotard : Ah, ouais, ouais, bien sûr, ouais. [fin de l'extrait diffusé dans le documentaire de Pierre Carles]

en a pris parce que, après, les roquets auteurs du film n'ont fait que nous mordre les mollets dans les années qui ont suivi. Donc on aurait mieux fait de ne pas leur donner à bouffer. Je ne le regrette pas. C'était... D'ailleurs Daniel Mermet lui-même a censé... *n'a pas* censuré, enfin... s'est débrouillé pour que ça passe, sur France Inter, ... des bouts du film, ...enfin... Ce film a été beaucoup aidé, hein ? On l'a vraiment porté. Et puis, ce film, il montre quoi là maintenant si on réécoute le petit débat entre et Léotard et Mougeotte ? Ça montre que ça ne sert à rien d'être copain avec le patron d'une grande chaîne de télé, parce que Léotard il ne fait plus rien maintenant, il a quitté la vie politique ; et on a beau être copain avec Jean Paul II, avec Saddam Hussein ou avec George Bush, quand ça va pas, ça va pas et on est viré ! Et voilà ce qui s'est passé pour Léotard !

Je veux dire que la connivence, ça n'est pas *tout* ! Le problème dans les médias — qu'ils soient privés ou publics — ce n'est pas tellement le patron ! C'est la servitude volontaire aussi des gens qui travaillent là-dedans qui est un problème qui n'est jamais évoqué parce que ce n'est pas très démagogique de parler de la servitude volontaire. Il est beaucoup plus démagogique de dire : "oui, mais on est emprisonné par le patron !". Non ! Je vois, moi : je travaille à France Inter ; il y a des gens qui disent ce qu'ils veulent ; ils prennent leurs risques et puis, s'ils sont virés, ils sont virés ! Mais il y en a d'autres qui marchent comme on leur dit de marcher ! Partout... C'est comme partout dans le monde...

Elisabeth Lévy :
Bernard Cassen?

Bernard Cassen

Là, je suis très étonné par toute cette discussion là. Vous êtes en train d'introduire une sorte de chaîne logique, vous faites partir tout de ce film de Pierre Carles que, personnellement, je n'ai pas aimé du tout et que j'ai même critiqué en public ; alors on passe de ce film de Pierre Carles à PLPL, à Acrimed, à l'OFM ...à la famille de l'OFM...

Philippe Val :
Ah ben c'est la même famille hein tout ça !

Elisabeth Lévy

Non non non. Ecoutez, on essaye de parler d'une mouvance et il se trouve que le film de Pierre Carles a été un moment dans la formation de cette mouvance

Bernard Cassen :
Ça a été un moment, mais il y a eu... [interrompu par Philippe Val]

Philippe Val :
Et Acrimed est fondateur de l'OFM !

Bernard Cassen

Il y a aussi d'autres fondateurs, et Acrimed est fondateur avec 70 autres organisations ou personnes alors je veux donc dire, oui...

Philippe Val :
Ah oui mais...

Elisabeth Lévy

Non non ! On voudrait poser les questions de fond à partir de ça, Bernard Cassen, attendez, on voudrait poser une question de fond.

Bernard Cassen

Non mais moi je veux...

Philippe Val [presque inaudible] :
il y a pleins de bonnes choses dans [la fin est inaudible]

Bernard Cassen

... quand même démonter votre rhétorique. Votre rhétorique... vous êtes en train d'établir un lien de causalité à partir d'un film, à mon avis sans grand intérêt, jusqu'à la critique des médias ; mais pourquoi diable est-ce qu'il y aurait pas de critiques radicales des médias ! Il y a des critiques radicales de tout ! Est-ce que les gens n'ont pas le droit de critiquer les médias ?

Elisabeth Lévy

Les gens ont parfaitement le droit. Nous nous interrogeons sur deux choses, et c'est là dessus que nous voudrions faire porter notre dialogue. Nous nous interrogeons sur les méthodes et c'est pour ça que nous avons pris cet exemple du film de Pierre Carles, je vais vous l'expliquer dans un instant, et nous nous interrogeons non pas sur son droit à l'existence, cette critique a tout à fait autant le droit d'exister que cette émission sur *France-culture*, nous nous interrogeons sur son utilité de la même façon qu'elle-même s'interroge sur notre utilité, en général pour répondre que nous ne servons à rien ! Le problème, tout de même, en tous les cas on peut considérer que c'est un problème, c'est que pour faire ce film, Pierre Carles a utilisé des méthodes qu'on a au moins le droit d'interroger.

[Quelles critiques des médias ?]

Elisabeth Lévy:

Philippe Cohen?

Philippe Cohen:

Au fond, il y a, si vous voulez, deux points de vue dans la critique des médias. On pourrait dire, il y a un point de vue qu'on pourrait appeler d'endogène si vous voulez, intrinsèque, c'est-à-dire qui consiste à dire simplement : les journalistes prétendent écrire en se revendiquant de la recherche de la vérité et puis on les prend en flagrant délit, ils n'ont pas respecté leur déontologie. Bon, c'est une forme de critique par exemple, comme exemple, on pourrait prendre *Arrêt sur image* sur la *Cinq* qui a tout à fait, qui est tout à fait honorable et qui a tout à fait sa légitimité. Et puis il y a un deuxième type de critique qui est de dire : est-ce que simplement le problème des médias, c'est le problème du dérapage ou est-ce qu'il n'y a pas aussi une critique idéologique à faire. Bon. Moi je crois que les deux sont légitimes, je crois que, assez vite si vous voulez, la critique des médias qui se place sur le simple point de vue déontologique devient pas très intéressante et que c'est vrai, que la critique idéologique... Alors, juste pour terminer, c'est que le problème, mais qui est tout à fait peut-être conjoncturel, mais quand vous essayez de faire de la critique des médias, même du premier point de vue c'est-à-dire déontologique, on s'aperçoit qu'on trouve plutôt des choses de la part de la critique radicale que des autres c'est-à-dire que ... ce que fait le site Acrimed, je suis désolé, mais...

Elisabeth Lévy

Philippe Cohen, pardonnez moi mais quand vous avez publié *La face cachée du Monde* les bonnes feuilles de ce livre ont été publiées dans *L'Express* qui n'est pas particulièrement radical, qui a d'ailleurs fait sa meilleure vente ou une de ses meilleures ventes de cette période.

Philippe Cohen

Oui, mais ce que...

Elisabeth Lévy

On ne peut pas dire si vous voulez que d'un côté il y a une possibilité vraiment de le faire et qu'il n'existerait pas de l'autre. Si ?

Philippe Cohen

Non, d'abord, vous prenez l'exemple de *La face cachée du Monde*. Il y a sans arrêt des va-et-vient entre les deux critiques, la critique professionnelle et puis la critique idéologique mais, ce que je voulais dire simplement, c'est que, malheureusement aujourd'hui, moi je le déplore personnellement, lorsqu'on veut essayer d'avoir une critique sur les médias au jour le jour,

qu'est ce qu'il s'est passé ? qu'est ce qu'on a dit ? etc., eh bien, citez-moi un autre site que celui d'Acrimed avec lequel... dont je ne partage pas du tout, si vous voulez, les présupposés idéologiques, mais il se trouve que ils font un boulot que personne ne fait.

[Retour sur le film de Pierre Carles]

Elisabeth Lévy

Alors attendez je voudrais justement, quand même, qu'on s'interroge là-dessus. Nous avons le droit, Philippe, il me semble, de nous interroger sur cette critique et en particulier sur ses méthodes. Et c'est pour cela que je reviens quelques instants sur Pierre Carles. Pourquoi ? parce que... qu'est ce qu'on a reproché à Pierre Carles ? D'avoir en gros tronqué un certain nombre d'interviews, par exemple, il oublie... un de ses grands arguments pour présenter cette conversation était que le *Canard enchaîné* avait fait un gros titre à partir de cette conversation en disant « Léotard balance ses secrets d'état par satellite ». Ils vont voir Angeli, Claude Angeli, le patron du *Canard enchaîné*. Claude Angeli leur dit : « oui c'est vrai, on a un peu... on aurait pas dû faire ça parce que, en fait, il s'avère qu'il n'y a pas vraiment de secret d'état et surtout que Léotard dit à peu près la même chose quand il est dans le journal quelques minutes après ». Donc Angeli dit « bon c'était pas un très bon coup ». Alors, bon, c'est pour la bonne cause et c'est un peu ce que défendait d'ailleurs à l'époque Pierre Marcelle le chroniqueur de *Libération* dans l'émission que Daniel Mermet avait consacrée à cette affaire.

[Extrait de l'émission de Daniel Mermet :]

Daniel Mermet :

Sur le procédé lui-même, parce qu'on a on a beaucoup parlé du procédé, du procédé qui a consisté à enregistrer des parties de ce film, je parle du film de Pierre Carles, à l'insu des intéressés, qu'est-ce que, est-ce que vous avez des réflexions là-dessus, parce que c'est quand même une question, Pierre Marcelle ?

Pierre Marcelle:

Euh [il semble hésiter]

Daniel Mermet :

Malaise ?

Pierre Marcelle:

Eh oui parce que on se demande si on rêve des fois. Parce que, en gros, eux ont le droit de tout faire et, quand ils sont pris à leur propre jeu, leur propre jeu, c'est quoi ? Encore une fois, je défendrai un principe chez Carles, ces gens-là qui nous vendent l'information à coup de caméra cachée et pas seulement dans les émissions de variétés, c'est ces gens-là qui pratiquent quotidiennement ça, qui volent l'image, qui ne dissimulent pas les visages, qui disent les noms de personnes, enfin qui jouent tous les jours avec des règles qui sont des règles de droit et pas seulement des règles déontologiques, quand, sur des choses qui ont peu d'importance, hein, où y'a pas de secret d'état qui soit divulgué par eux, dans le film de Carles...

Daniel Mermet :

Aucunement, hein ?

Pierre Marcelle :

sur cette chose-là c'est les cris d'orfraie de gens dont je pense qu'ils sont sincèrement choqués, on n'est pas innocent, on sait comment ces gens fonctionnent, on sait ce que sont ces milieux, on sait ce que sont ses connivences, on sait, et parfois même on peut les entendre, c'est les mêmes qui nous traitent de fascistes et c'est les mêmes qui s'offusquent et qui vont dire qu'on est des truqueurs d'images et de sons ! C'est un petit peu le monde à l'envers quand même...

Elisabeth Lévy

Alors, Bernard Cassen, qu'en pensez-vous ?

Bernard Cassen

Eh oui, je crois que ces propos ont le mérite de recentrer le débat. On va pas continuer à parler d'un film de Pierre Carles. Parlez nous des méthodes de la Une, de la Deux, de de du sang à la une en permanence, du trucage de l'information ! Sur un seul sujet ! Franchement !... [interrompu par Elisabeth Lévy] ...

Elisabeth Lévy :

Bernard Cassen, excusez moi [voix de Cassen, inaudible] mais Bernard Cassen, je suis vraiment tout à fait navrée de vous dire que ça n'est pas le sujet de notre discussion d'aujourd'hui, nous sommes...

Bernard Cassen :

Ah ben oui...

Elisabeth Lévy :

Mais non !

Gilles Casanova :

Ça c'est ce qu'on fait chaque semaine !

Bernard Cassen :

Alors, si vous voulez qu'on parle de Pierre Carles pendant une heure !

Elisabeth Lévy : Mais non ! Nous faisons de ça chaque sem... Nous faisons... [interrompue par Bernard Cassen]

Bernard Cassen : Vous lui faites une formidable pub, d'ailleurs

Elisabeth Lévy :

Non mais Bernard ! ...

Bernard Cassen :

...Il vous remerciera !

Bernard Cassen

Vous allez nous parler de Pierre Carles pendant une demi-heure? Vous lui faites une formidable pub, d'ailleurs il vous remerciera...

[Des méthodes staliniennes ?]

Elisabeth Lévy

Bernard, Bernard Cassen, nous faisons cela chaque semaine : est-ce qu'il s'agit, si vous voulez, pour cette critique de peser sur l'évolution des médias, de les influencer, disons de mieux les pousser vers une forme d'amélioration ou est-ce qu'on reste entre membres du parti et que surtout on ne s'adresse à personne? Je voudrais vous donner un exemple. Nous avons invité, lorsque nous avons voulu faire cette émission, dans un premier temps, des membres de l'équipe de PLPL¹¹. Je vous lis simplement un extrait du courriel qu'ils nous ont envoyé en réponse : « *Cher Premier pouvoir (ce qui me fait assez rire !), les membres de l'équipe de PLPL seraient ravis de débattre avec vous dans les conditions exactement inverses de celles que vous proposez. Par exemple, l'émission serait enregistrée lors d'une des nombreuses réunions publiques que nous organisons. A la tribune des membres de*

¹¹ Cette information est approximative : PLPL avait été invité pour l'émission précédente à envoyer des exemplaires du journal en service de presse et à répondre par téléphone. Précisions nécessaires à la compréhension de la réponse de PLPL à l'invitation d'Elisabeth Lévy.

l'équipe de PLPL examinerait le ressort de la critique consensuelle des médias devant une assemblée de 200 militants lillois, et vous seriez invités à répondre à nos questions par téléphone, 2 ou 3 minutes, pas plus, car enfin, PLPL se refuse à intervenir de quelque manière que ce soit sur la station France Culture... ». Alors bon je vous passe la suite¹², je crois que Gilles, hier, a été sur le site de l'Observatoire Français des Médias¹³ et on a affaire à un type de réaction un peu comparable. Gilles Casanova ?

Gilles Casanova :

Oui, dans les débats qui peuvent exister, on est un peu surpris... c'est-à-dire que quand *France culture* demande à l'OFM d'envoyer quelqu'un pour parler de la manifestation qui se déroule cet après-midi, le débat de l'OFM c'est : « non non, nous, nous sommes critiques à l'égard de l'ordre médiatique, l'Observatoire ne soumettra pas ses modes d'intervention aux conditions imposées par les médias dominants ; donc on s'interroge, on ne parlera pas sur *France culture*. » Est-ce que cela, ça n'est pas l'influence de ce courant, je dirais dur, sur un courant que je dirai large. Et donc, toute notre question c'est : est-ce que ce large courant, que vous représentez Bernard Cassen, n'est pas sous l'influence d'un courant dur dont le résultat est un durcissement abstrait qui éloigne de la capacité de dialogue ?

Bernard Cassen

Je crois qu'il y a une charte dans l'Observatoire français des médias à laquelle tout le monde adhère, tous les fondateurs qui assument un tout petit peu l'OFM, c'est que l'OFM ne communique pas sur l'OFM, l'OFM fait des choses que les journalistes peuvent observer. Moi j'adhère tout à fait à cette doctrine

Elisabeth Lévy

C'est-à-dire qu'à aucun moment vous ne pensez que les méthodes employées pour critiquer les médias, disons, peuvent être contreproductives. Par exemple, si vous voulez, si on dénonce la manipulation et que, pour dénoncer la manipulation, on manipule, c'est pour ça que je vous avais cité l'exemple du film de Pierre Carles : est-ce que vous ne pensez pas que la dénonciation a un peu moins de force ?

Bernard Cassen :

Ah, c'est une obsession !

Philippe Val :

Je voudrais quand même dire quelque chose, c'est que on veut pas parler ...

Elisabeth Lévy :

Philippe Val ?

Philippe Val

On ne veut pas parler des méthodes parce que, du moment que c'est de gauche, les méthodes n'ont plus d'importance alors que la méthode C'EST aussi la pensée. On pourrait dire que Staline avait de bonnes idées, puisqu'il était de gauche et communiste, mais des mauvaises méthodes. Ça pose un énorme problème. Les méthodes de... de... des gens qui émanent de l'OFM sont des méthodes bon ben staliniennes mais c'est pour la bonne cause ! Moi, je me pose un problème sur la légitimité de l'OFM qui a pour ambition quand même de publier des jugements sur les médias. Or ...et d'analyser des jugements, des jugements qui ont valeur d'analyse et des analyses qui ont valeur de jugement. On doit savoir dans ce cas là d'où viennent les juges, qui a nommé le procureur, qui sont les jurés, qui assure la défense, quelles garanties sont prévues, sont présentées, pour assumer ces fonctions et au

¹² Voici cette « suite » : « Car enfin, PLPL se refuse à intervenir de quelque manière que ce soit sur la station France Culture. Vous n'êtes pas sans savoir que cette chaîne fait l'objet d'une entreprise de démolition conduite depuis plusieurs années par Mme Laure Adler dont vous êtes - entre autre - l'instrument : remplacement des journalistes maison par des producteurs extérieurs, colonisation de l'antenne par le QVM, injection massive dans la grille des programmes de chroniqueurs aussi bavards que nuls, obsession de "l'actualité", racisme social, sans parler des nuisances infligées aux auditeurs par Sylvain Bourmeau, lauréat de notre prestigieuse Laisse d'Or. »

¹³ La discussion que rapporte Gilles Casanova, membre fondateur de l'OFM, n'est pas consultable sur le site de cette association. Et pour cause : elle a eu lieu sur la liste interne réservée aux membres fondateurs de l'Observatoire. En revanche, la « Charte » à laquelle il est fait allusion est consultable sur le site de l'OFM : http://www.observatoire-medias.info/article.php3?id_article=21#lien2

nom de qui ils agissent et comment ils ont été mandatés pour le faire ? On ne sait rien de tout cela. Pour l'instant, on n'observe que la réunion vaguement mégalo et sérieusement parano d'une chambre d'accusation uniquement légitimée par la conviction d'être du bon côté, du côté de la pureté¹⁴.

Elisabeth Lévy :
Bernard Cassen?

Bernard Cassen
Sur l'OFM, sur le site de l'OFM, moi je le consulte comme tout le monde, il n'y a strictement rien de tout cela. Il n'y a pas de juges, il n'y a pas de jurés, il y a pas d'accusation. Il y a quelques documents de fond. Alors, les échanges de courrier entre tel ou tel membre, c'est une chose qui n'engage que les intéressés mais les textes qui sont sur l'OFM sont publiés avec l'accord de tous les membre, y compris, ce qui vous fait..., je comprends que ça vous embête...

Philippe Val :
Non mais ça m'embête pas ! Ça...

Bernard Cassen :
Y compris les syndicats de journalistes...

Elisabeth Lévy :
Non mais attendez...

Bernard Cassen :
...Pourquoi voulez-vous que ...

Philippe Val :
Je pense qu'il faut ...

Bernard Cassen :
... les syndicats de journalistes et les autres journalistes cautionneraient quelque chose où ils seraient mis en accusation par un jury, des jurés ! Tout ceci est une farce ! ...Visiblement vous n'avez pas consulté le site de l'OFM...

Elisabeth Lévy
Bernard, Bernard Cassen, quand on va sur le site d'Acrimed par exemple, on est un peu dans autre chose, donc, je ne vous dis pas que... mon sentiment n'est pas que tout ce qu'il y a sur ce site, c'est affreux, etc. Y'a cependant un ton qui est très souvent celui de la dénonciation et qui est celui de la disqualification. Excusez-moi, moi j'ai lu le... j'ai lu les articles qui nous étaient consacrés, j'invite d'ailleurs les auditeurs de *France culture* à les consulter : un journaliste, donc, en tout les cas quelqu'un qui fait partie d'Acrimed, a pris la peine d'écouter très attentivement l'émission que nous avons consacrée à Serge Dassault, il en fait un compte rendu qui est totalement hallucinant d'où il ressort quoi ? Que nous sommes en gros tous des valets du grand capital... bon... alors est-ce que vraiment on est là dans une critique ou est-ce qu'on est là dans une dénonciation permanente ? Philippe Cohen, vous vouliez vous exprimer ?

[Quelle critique des médias ?]

Philippe Cohen
Ce que je voulais dire tout à l'heure c'est que dans Acrimed, au fond, si vous voulez, il y a du bon, et y'a du pas bon, y'a du médiocre et y'a du détestable, c'est vrai. Est-ce que pour autant... alors le problème c'est que, encore une fois moi je le répète, c'est que ce travail là n'est fait à l'heure actuelle par aucun média, par aucune organisation, par peu d' institutions, y'a les quelques émissions, si vous voulez.

¹⁴ La plupart de ces propos ont pour origine un texte que Philippe Val a préalablement rédigé et qu'il lit à l'antenne.

Elisabeth Lévy

Philippe Cohen, combien d'articles critiques sur les médias avez-vous pu lire dans *Marianne* ?

Philippe Cohen

Oui, mais ça n'est pas, bon ben d'accord, bien sûr... mais c'est pas un travail systématique, c'est ça que je veux dire. Et c'est que chaque fois que, si vous voulez... je veux dire, quels sont... quand même, cette émission, par exemple, est-ce qu'il y a l'équivalent de cette émission dans les rubriques médias d'un seul journal ? Non... vous prenez, je suis désolé, dans les grands journaux, dont on parle, hein, *Le Monde*, *Libération*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Express*, *Le Point*, etc., vous n'avez ... la seule manière, le choix éditorial qui est fait c'est, on parle des médias d'un point de vue économique, seulement d'un point de vue économique, jamais du point de vue qui intéresse les gens, celui du fonctionnement, la critique du fonctionnement. Y'a des exceptions, *Charlie Hebdo* le fait, *Marianne* le fait de temps en temps mais refuse de le faire de manière systématique. Donc vous voyez que c'est pas si évident, alors que là ... C'est vrai que c'est dommage, moi personnellement je le déplore, mais on laisse cette critique-là aux gens les plus gauchistes. Bon, ben c'est comme ça.

[Déontologie et autocritique – Laurent Joffrin et Laurent Mouchard]

Elisabeth Lévy

Alors on pourrait imaginer, disons que, si je comprends bien ce que vous venez de dire, que cette critique, aussi dure soit-elle, disons, pallierait la difficulté qu'a notre profession à se livrer à l'autocritique. Alors, en tous les cas, ce n'est pas du tout ce que pense Laurent Joffrin.

[Entretien, préenregistré, avec Laurent Joffrin]

Laurent Joffrin

Quelle est la société commerciale qui publie toutes les semaines le le (rire), les erratum et le contenu des critiques données par les lecteurs ? Je n'en connais pas moi ! Les firmes automobiles par exemple, moi jamais... j'ai jamais vu qu'elles mettent dans la publicité... [interrompu par Elisabeth Lévy]

Elisabeth Lévy

Mais elles ne vendent pas de l'information !

Laurent Joffrin

Y'a eu 82 000 dossiers dans les journaux sur la crise des médias, sur la critique des médias, j'en ai lu 25 enfin pleins quoi ! Donc, qu'on nous dise pas qu'on s'autocritique pas ... on devrait le faire plus peut-être, surtout à mon avis, on devrait surtout essayer de mettre en pratique les autocritiques que nous nous faisons, ça serait déjà pas mal, ça serait mieux ! La seule solution, c'est de ... alors, je sais que c'est pas marxiste comme vision des choses, mais c'est de respecter ensemble les principes abstraits suspendus en l'air qui n'ont pas de racines sociales ni de racines économiques ni de racines dans les structures ni de l'économie ni de la société, qui sont des principes généraux, intemporels, transversaux, de traitement de l'information. Déjà, si on fait ça, déjà, si on vérifie quelles sont ses sources, si on ne publie pas les rumeurs, si on essaye de donner la parole à tout le monde, de vérifier honnêtement l'information de ne pas accuser les gens sans preuve etc., etc., un ensemble de règles qui sont des règles élémentaires, si déjà on les respectait tous on aurait fait un grand progrès ! Ce sont des règles de bon sens dans le traitement de l'information que souvent d'ailleurs les organes dont vous parlez, de critique radicale des médias, négligent totalement : par exemple le fait de donner la parole de manière à peu près honnête à tout le monde : ça, par exemple, dans un site de critique des médias, ça n'existe pas ça, ou alors de vérifier ses informations, ça n'existe pas non plus, ou alors de se garder d'attaques trop personnelles, des règles qu'on respecte dans la presse d'information en général, qu'on doit respecter en tout cas et qu'ils ne respectent pas du tout. Donc, ils donnent des leçons à tout le monde

mais ils sont les premiers à violer les principes qui doivent être ceux de tous les journalistes

Elisabeth Lévy

Cette critique qui, finalement, date de quand ? une dizaine d'années en fait, on peut dire, il y a eu le le livre de Serge Halimi dont vous vous rappelez certainement *Les nouveaux chiens de garde* ?

Joffrin

Oui, j'étais dedans...

Lévy

Vous étiez dedans, je ne m'en rappelais plus... qui avait fait quand même un peu de bruit, il y a tous ces sites dont on a parlé, il y a des publications comme PLPL..

Laurent Joffrin

Je peux donner un petit exemple là-dessus ?

Elisabeth Lévy

Oui.

Laurent Joffrin

Pour moi, le site en question, je sais plus comment il s'appelle, Acrimed ?

Elisabeth Lévy

Acrimed

Laurent Joffrin

... ça me fait penser à "*Je suis partout*", vous savez, c'était un journal des années trente. Alors, c' est pas les mêmes orientations, je ne dis pas qu'ils pensent la même chose, mais c'est les mêmes méthodes. Un exemple : moi je m'appelle Joffrin dans la presse, ça n'est pas mon vrai nom, c'est un pseudonyme, comme un certain nombre de journalistes prennent des pseudonymes. Mon vrai nom, c'est Mouchard. Moi, j'ai considéré que Mouchard c'était pas bien pour un journaliste parce que ça fait mouchard quoi, auxiliaire de police. Donc, j'ai changé de nom, j'ai pris le nom de ma station de métro. Bon, les gens m'appellent Joffrin, ils me connaissent sous ce nom là, même quand ils savent que c'est pas mon vrai nom, sauf le site en question qui, lui, enlève le pseudonyme et met le vrai nom. Il met le vrai nom.

Elisabeth Lévy

... Je dois vous corriger parce qu'il me semble que c'est PLPL qui fait ça.

Joffrin

Ah eux aussi, non, non : *les deux* font... Ouais, enfin bon, je me souviens plus ! Je passe pas mon temps à regarder ces trucs là ... mais, juste ça m'a fait sourire de manière un peu amère parce que c'est pas très gentil

Elisabeth Lévy

Non, c'est pas très drôle.

Laurent Joffrin

Non, c'est pas drôle... Alors vous voyez, ça consiste à aller chercher le vrai nom de quelqu'un pour dire « oui, c'est un type qui se masque, etc. » Non, je me masque pas, j'ai trouvé que c'était mieux de m'appeler Joffrin que Mouchard pour un journaliste. Mais ça m'est égal moi qu'on dise mon vrai nom, vous imaginez bien que je cherche pas à dissimuler mon nom, mais je trouve que la méthode est déplaisante, pas élégante...

Elisabeth Lévy

La méthode est tout à fait déplaisante mais est-ce qu'au-delà de tout ça...

Laurent Joffrin

Ça symbolise bien la méthode, la méthode générale, quoi..

Elisabeth Lévy

Mais est-ce que au-delà de tout cela, disons, ces publications, sur quelque support qu'elles apparaissent, ne peuvent pas aider, disons, la profession et les médias ? Disons est-ce qu'elles ne pourraient pas faire office de poil à gratter ?

Laurent Joffrin

Oui et non parce que, si on les lit, il n'y en a pas un pour racheter l'autre. Vous comprenez, y'a pas un journal qui est bien, ils sont tous mauvais. Alors à la fin des fois, on se dit bon, ben on va changer de profession alors. Alors il vaut mieux qu'on soit ouvrier boulanger, au moins on ne se fera pas insulter par ce site là.

Elisabeth Lévy

Vous ferez peut-être du bon pain ? [Rire]

Laurent Joffrin

Voilà

[Des méthodes antidémocratiques ?]

Philippe Cohen Elisabeth Lévy

Ça énerve beaucoup Philippe Cohen qui trouve que la critique n'est pas fondée, visiblement, la critique de la critique ?

Philippe Cohen

Non, non c'est pas ça. Moi l'exemple Mouchard – Joffrin, j'ai été le premier à être énervé par ça, bon, sauf que je vous ferais remarquer qu'en disant : « je ne sais pas si c'était PLPL ou Acrimed », Laurent Joffrin tombe exactement dans le travers qu'il critiquait, c'est-à-dire que c'est pas précis comme information. C'est PLPL, bon.

Elisabeth Lévy

D'accord, pardonnez moi, Philippe, c'est PLPL, PLPL présente Acrimed comme sa vitrine universitaire. Mais, en plus dans un texte... c'est eux qui le disent !

Philippe Cohen

Oui...

Elisabeth Lévy

C'est eux qui le disent ! Non mais écoutez quand même, c'est la vérité, mais dans un texte qu'ils ont publié, PLPL, là ils se foutent un peu de nous quand même, expliquent que s'ils appellent Laurent Mouchard comme ça c'est parce que il s'appelle Mouchard et que vraiment il n'y a aucun problème à appeler les gens par leur nom. Alors ils vont nous expliquer pourquoi ils appellent Alexandre Adler *Triple crème* ! C'est aussi parce que c'est son nom ! A quoi sert ce type d'attaque, moi je veux qu'on m'explique. A quoi ça sert ?

Philippe Cohen

Non mais personne ici ... enfin, moi je ne défendrai absolument pas ce type d'attaque, mais, si vous voulez, je trouve que le fait de se focaliser de cette manière là... d'abord de faire la comparaison avec "*Je suis partout*" me paraît extravagante et a-historique parce que il faudrait savoir ce que c'est que "*Je suis partout*"... Je vous appelle à essayer de resituer, quand vous ... quand on dit "*Je suis partout*", parce que ça c'est un peu facile et ça devient trop systématique. C'est-à-dire quand on parle de cette presse là, il faut savoir qu'on se situe à une époque où les ligues rassemblaient des centaines de milliers de gens, où c'était effectivement dans un sens fasciste, antisémite, etc. alors que là il s'agit de... de..., excusez-moi, de quelques individus qui font de l'artisanat dans leur coin et qui le font dans un contexte a-critique, c'est-à-dire dans un contexte où un certain nombre de... de..., si vous voulez, de, que moi j'appellerais de médiocrates, si vous voulez, peuvent se permettre tout

et n'importe quoi, ça, en toute impunité. Donc je veux bien qu'on s'en prenne à quelques clowns qui font effectivement des choses, mais bon¹⁵.

Elisabeth Lévy

Ecoutez, Philippe, d'abord, excusez moi on s'en prend à ça parce que c'est ça que nous interrogeons aujourd'hui, on ne peut pas passer notre temps à dire « vous devriez parler d'autre chose » à chaque fois qu'on parle d'un sujet.

Philippe Cohen

D'accord, je dis ce que j'en pense.

Elisabeth Lévy

On parle de ce sujet-là, le fait qu'ils soient minoritaires, apparemment, pour vous, rend tout à fait illégitime tout questionnement sur la façon dont ils opèrent. Mais, encore une fois, je voudrais que vous me répondiez sur une chose : à quoi ça sert ? C'est-à-dire, dans le fond, cette critique me semble parler un peu en vase clos, je veux dire, est-ce qu'elle sert à quelque chose et est-ce qu'elle ne ferait pas mieux de s'ouvrir un tout petit plus, c'est-à-dire d'être un tout petit plus dans la rencontre de ce monde affreux des médias, c'est-à-dire est-ce qu'il serait pas plus utile pour la profession que il y ait une critique plus audible ? Voilà !

Bernard Cassen

Je crois que ça sert au moins à quelque chose : c'est à vous faire une émission d'une demi heure qui est une superbe tribune publicitaire pour PLPL et Acrimed. Mais enfin, très honnêtement, quel intérêt à tout ça ? La puissance de frappe de PLPL ou d'Acrimed ou même de l'Observatoire des médias est sans commune mesure avec celle de France Inter, de TF1 de la 2 ou de Canal...

Elisabeth Lévy

Pourquoi ? Parce que...

Bernard Cassen

J'ai le sentiment que le fait même de critiquer les médias, que ce soit de manière sérieuse ou plus excessive parfois, dérange, dérouté. Mais c'est tout à fait démocratique une critique des médias !

Philippe Val

Bien sûr que la critique des médias est parfaitement démocratique et parfaitement indispensable, personne ne le conteste

Bernard Cassen

Ben alors

Philippe Val

Là, en l'occurrence, on parle plutôt des méthodes et à quoi sert cette critique. Là où il y a quelque chose à voir avec la presse des années 30, c'est que c'était une presse qui ne critiquait pas pour ouvrir un débat, c'était une presse qui excluait l'autre en le couvrant d'injures. Donc, y'a plus de débat possible, pas de progrès possible puisque l'autre est exclu du jeu par l'insulte. Or ce qui ressort de ces textes, c'est généralement de l'injure et de l'insulte qui fait qu'on ne peut même pas discuter, on est exclu du jeu. A quoi ça sert ? On peut pas améliorer.

Elisabeth Lévy

On a l'impression...

Bernard Cassen

Ecoutez, vos propres éditoriaux sont parfaitement excluants ...

¹⁵ L'émission du 2 octobre 2004 - « Peut-on critiquer les médias ? » - était déjà la largement consacrée au même sujet. Lire : « Indépendance de la presse : le spectre de la critique radicale sur France Culture » <http://www.acrimed.org/article1787.html>.

Elisabeth Lévy

Philippe Cohen a expliqué que la critique des médias est un exercice très difficile. Il y a là un espace dans lequel cette critique peut exister puisqu'elle ne dépend pas d'aucune puissance financière, d'aucun propriétaire, etc. La question que je me pose c'est : Est-ce qu'elle ne passe pas à côté de sa cible ? parce que on a l'impression qu'à force de se prétendre la seule critique juste et vraie, elle finit par dire en gros « les médias sont tellement pourris que la seule chose qui pourra améliorer les choses c'est la destruction totale du système, le grand soir »

[La question de fond]

Bernard Cassen

Arrêtons, là vous êtes en train... Ce dont vous ne vous rendez pas compte, c'est qu'il y a une sorte de continuum de la critique des médias, il y a Acrimed, il y a autre chose, et puis il y a des syndicats de journalistes qui eux-mêmes sont particulièrement acerbes et des associations de journalistes, des associations internationales. Tout ça, ça forme un tout, c'est un rassemblement très large, tout le monde n'est pas d'accord avec tous les autres mais il y a un front de plus en plus large et, visiblement, vous ne supportez pas ce modeste poil à gratter qu'est cette fameuse critique radicale des médias.

Elisabeth Lévy

Ce qui est sûr c'est qu'il est difficile de la critiquer visiblement...

Bernard Cassen

Vous ne vous gênez pas !

Elisabeth Lévy

...dès qu'on s'avise d'émettre un murmure ou une réserve, c'est la guerre ! Alors moi, je crois qu'après cette émission, malheureusement, notre compte est bon. Pour Gilles Casanova, Philippe Val et moi-même je crains que le verdict soit « camp de travail et régime sévère », mais au moins... j'y serais en bonne...

Bernard Cassen

Non non, mais, vraiment... Vraiment...

Elisabeth Lévy

Non mais, Bernard Cassen, vous ne nous avez répondu à aucun moment sur le fond, c'est-à-dire...

Bernard Cassen

Je vous ai répondu que le fond n'est pas du tout là, le fond n'est pas du tout là, la critique des médias n'est pas l'apanage ni de PLPL ni d'Acrimed. Au *Monde diplomatique*, on n'a pas attendu d'ailleurs la création de ce périodique pour critiquer sévèrement le fonctionnement de l'ordre médiatique et il y a d'autres organisations, il y a d'autres publications, il y a beaucoup de bouquins. Alors, vous avez repéré une tête d'épingle, ça vous arrange de l'isoler, de l'identifier, pour taper dessus.

Elisabeth Lévy

Je vous aime bien, Bernard Cassen, je trouve que vous faites souvent œuvre utile, mais je constate que quand on ne veut pas répondre à une question on explique qu'elle n'existe pas... depuis tout à l'heure.

Bernard Cassen

Mais quelle question ?? Quelle est la question? Reposez moi la question.

Elisabeth Lévy

La question de cette émission, c'était « à quoi sert la critique radicale ? » Et à aucun moment vous n'avez consenti simplement à vous approcher de cette question, à nous dire que, selon

vous, elle avait son utilité, comment, si on pouvait ou pas critiquer ses méthodes, je veux dire, il ne suffit pas...

Bernard Cassen

Alors je vous réponds : on peut critiquer ses méthodes comme on peut critiquer toutes les méthodes, mais elle a une grande utilité. La preuve, c'est que vous réunissez cinq personnes pour en parler sur une chaîne publique le samedi matin. Je pense que si vous pensiez que ça ne sert à rien, vous n'auriez pas fait cette émission !

Elisabeth Lévy :

Philippe Cohen ?

Philippe Cohen

Juste pour dire que, qu'on le veuille ou pas, dans le site Acrimed, j'ai trouvé une critique envers mon journal, *Marianne*, que j'ai trouvée tout à fait pertinente, sur le traitement de l'Affaire Baudis, c'est-à-dire, bon voilà ! Si vous voulez, ce que je déplore, c'est que il me faille aller à Acrimed, et que sur Acrimed, pour trouver ce type de critique. C'est ça que je voulais dire et que donc... et, deuxièmement, je crois que il y a une tradition satirique aussi, si vous voulez, qui existe ! Je veux dire, Karl Kraus, il insultait les gens, il les provoquait, c'était ... voilà, c'est quelque chose qui existe aussi. Je dis pas qu'il faut le défendre, mais si vous voulez ça s'explique pour de multiples raisons.

Elisabeth Lévy

Et bien Philippe Cohen puisqu'il y a une tradition d'humour et de satire, je compte sur vous et sur Bernard Cassen pour obtenir quelques assouplissements du régime carcéral qui nous est promis. Merci à tous, à très bientôt et bonne manifestation à tous les cerveaux non disponibles.

[Fin]

[Cette transcription est le résultat d'un travail collectif et bénévole. Elle a été réalisée par Benoît, Christiane Restier-Melleray, et Arnaud Rindel (avec la participation de Patrick Champagne, Henri Maler et Philippe Monti).]